Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/62 */
10 janvier 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

MESURES DESTINEES A AMELIORER LA SITUATION ET A FAIRE RESPECTER LES DROITS
DE L'HOMME ET LA DIGNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Etat de la Convention internationale sur la protection des droits
de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 45/148 du 18 décembre 1990, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et elle a invité tous les Etats Membres à envisager de signer et de ratifier la Convention ou d'y adhérer, à titre prioritaire.
2. Dans sa résolution 1993/89 du 10 mars 1993, la Commission des droits de l'homme a prié instamment tous les Etats Membres d'envisager de signer et de ratifier la Convention ou d'y adhérer, à titre prioritaire, et a exprimé l'espoir que celle-ci entrerait en vigueur à une date rapprochée. Elle a prié le Secrétaire général de fournir tous les moyens et toute l'aide nécessaires à la promotion de la Convention, dans le cadre de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme et du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, a invité les organisations et organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à redoubler d'efforts pour

*/ Nouveau tirage pour raisons techniques.

assurer la diffusion d'informations sur la Convention et en promouvoir la compréhension et a prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa cinquantième session, un rapport sur l'état de la Convention.

3. Au 1er décembre 1993, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille avait été ratifiée par le Maroc, l'Egypte y avait adhéré et le Chili, le Mexique et les Philippines l'avaient signée. Aucun instrument de ratification ou d'adhésion n'avait été remis au Secrétaire général.